

Le Combat Social

FO 49

Bulletin d'informations de l'Union Départementale cgt-FO de Maine-et-Loire

N°7-2026 Octobre | 1 €





L'éditorial de Magali Lardeux

LE COMBAT SOCIAL FO 49

(Prix : 1 €)

Imprimé à l'UD
CGT-Force Ouvrière
de Maine-et-Loire
14, place Louis Imbach
49100 ANGERS
02 41 25 49 60
udfo49@force-ouvriere.fr

www.fo49.fr

Inscrit à la CPPAP
n° 1230 507 442

Directrice de
publication :
Magali LARDEUX

Sommaire

- 2/3 Édito de Magali Lardeux
- 4/9 AG de rentrée de l'UD
- 9 Mobilisation à l'UCO
- 10 Mobilisation Étudiante
- 11 Débrayage U log
- 12 Mobilisation du 29 septembre
- 13 Journée Mondiale pour la palestine
- 14 Centre dentaire du groupe VYV3 PDL
- 15 Résultats electoraux

La Commission administrative de l'UD s'est réunie ce lundi 12 octobre 2026.

La mobilisation lycéenne et étudiante a pris une large place dans la discussion.

Elle est d'une ampleur inédite et pose la question de la jonction des initiatives pour gagner, d'autant plus avec la répression d'État inadmissible qui s'abat (preuve de la grande fébrilité du gouvernement).

L'UD a laissé un espace de parole à Bilal (Union étudiante) en début de séance avant qu'il rejoigne sa propre AG.

Il est intervenu pour détailler les revendications de la jeunesse, qui rejoignent celles des travailleurs (précarité étudiante // salaire des parents ; logement hors de prix // salaire des parents ; accès aux soins et à l'éducation // casse des services publics ...) et sur l'injustice des choix du gouvernement Macron qui rompt avec les principes républicains (loterie de Parcoursup, frais d'inscription à l'Université différenciés, APL supprimés pour les étudiants étrangers ...).

Il a expliqué que la mobilisation – pacifiste - n'était pas

près de s'arrêter mais qu'elle avait besoin d'être rejointe par la grève des travailleurs dès que possible pour gagner.

Les interventions à la CA ont approuvé l'impulsion donnée par l'UD depuis deux semaines pour se rendre sur les blocus des lycées les plus proches afin de protéger la jeunesse.

Les militants de l'UD FO 49 considèrent qu'il faut poursuivre dans cette dynamique (prêt de locaux pour les AG lycéennes, prêt de matériel sono, etc ...).





Déjà, plusieurs préavis de grève et plusieurs appels à la grève sont lancés pour demain mardi 13 octobre 2026

Nous étions plus de 4000 le 13 octobre dans la rue. Vous trouverez ci-joint la prise de parole commune à l'UD et à la FNEC FP FO 49 lu par Cathy Gadbin coordinatrice FNEC du département au départ de la manif :

«Plus de deux semaines que la jeunesse est mobilisée ! Le gouvernement DOIT répondre ! Il met tout le monde en danger !

Manque de profs, examens passés par 30 degrés, lycéens entassés dans des classes à 35, obligés de se soumettre à l'évaluation quotidienne anxiogène et à Parcoursup ? Nos élèves, nos enfants ne sont pas du bétail qu'on trie et maltraite !

Étudiants aux frais différenciés et dans une grande précarité ? Où est le respect et le droit à l'égalité ? Le droit à une bonne santé mentale quand on connaît l'état de la pédopsychiatrie ? À la santé « tout court », quand on connaît l'état de l'hôpital ?

Nous sommes tous concernés !

Les jeunes se rebellent, ils veulent un avenir, ni être de la chair à pa-

trons ni de la chair à canon. On leur répond par la répression.

Mais pourtant ils ont raison !

Laisserons nous maltraiter plus longtemps nos enfants ?

Chacune de leur revendication rejoint celles des salariés : salaires, accès au logement, état des services publics ...

Va-t-on les laisser seuls ?

Pour les camarades FO, c'est hors de question !

Notre Union départementale appelle à tenir les AG, à déposer les préavis de grève.

Déjà plusieurs syndicats FO appellent à la grève !

Un préavis couvre les agents de la Fonction publique jusqu'au 31 décembre...

Chaque parent, chaque grand-parent, salarié ou retraité est appelé à se joindre à cette mobilisation historique.

Ils peuvent, nous pouvons gagner !

Honneur à la jeunesse !

Il faut la grève, parlons de la grève, celle qui bloque, celle qui ne s'arrête que quand elle obtient, celle qui gagne !

Travailleurs, lycéens, la masse pacifiste unie, sur les blocus, et dans la grève, les manifestations, y compris celles du samedi avec les Gilets jaunes, va gagner !

El pueblo unido, jamas sera vencido !»



EN DIRECT DES SYNDICATS

Une rentrée sous le signe de la lutte et de l'indépendance syndicale



Réunis le 15 septembre 2026 en Assemblée Générale, les 220 militants des syndicats FO du Maine-et-Loire ont fait le point sur une rentrée marquée par la dégradation du pouvoir d'achat, les suppressions de postes, les attaques contre les services publics et la protection sociale, mais aussi par la montée des tensions internationales et l'accélération des dépenses militaires.

Alors que les prix de l'énergie et de l'alimentation continuent de peser lourdement sur les salariés, l'UD FO 49 rappelle qu'il y a de l'argent : les profits et les aides publiques aux entreprises progressent tandis que les travailleurs et les services publics sont sommés de faire des économies.

Face à cette situation, l'AG a réaffirmé les principes qui fondent le syndicalisme FO : liberté, indépendance et défense des revendications. À quelques semaines des 120 ans de la Charte d'Amiens, l'UD rappelle que le syndicat n'a pas vocation à accompagner les

politiques gouvernementales mais à organiser les salariés pour défendre leurs intérêts.

Mais cette assemblée n'a pas seulement dressé le constat des attaques. Les interventions des camarades ont montré, secteur après secteur, que la mobilisation permet d'obtenir des résultats : salaires, effectifs, conditions de travail, défense des services publics, refus de réorganisations ou conquête de nouveaux droits. De l'hôpital à France Travail, de la territoriale à l'Éducation Nationale, les camarades ont témoigné des luttes menées et des résistances qui se construisent.

Les pages qui suivent résument les interventions des camarades lors de cette AG.

Les métallos : « Quoi qu'il en coûte... à qui ? »

Willy a placé la question des salaires au cœur de son intervention. En rappelant que l'inflation atteint environ 40 % depuis 2005, il a souligné le décrochage entre l'évolution du coût de la vie et celle des salaires dans les entreprises. «

Nulle part les augmentations générales n'ont représenté 40 % sur la même période », a-t-il rappelé, avant de réaffirmer la revendication d'une augmentation générale immédiate avec rattrapage de l'inflation.

Il a également dénoncé la situation des salariés « vieux et abîmés » par le travail, confrontés à la dégradation de leurs droits en cas d'arrêt maladie ou de maladie professionnelle.

Enfin, son intervention a dénoncé le nouveau « quoi qu'il en coûte » consacré à l'industrie d'armement, alors que les moyens des services publics sont réduits. « Quoi qu'il en coûte... à qui ? » Une question qui résume le propos : salariés du privé et agents du public subissent les mêmes attaques et doivent donc construire ensemble le rapport de force. « Pas d'issue sans l'interpro ! »

SPASEEN-FO : face à la cyberattaque, les personnels ne lâchent rien

Laure a commencé son intervention par une bonne nouvelle :

EN DIRECT DES SYNDICATS

avec 44 adhérents, le syndicat atteint son plus haut niveau depuis sa création, à quelques mois des élections professionnelles.

L'essentiel de son intervention a ensuite porté sur les conséquences de la cyberattaque qui touche l'Éducation Nationale dans l'académie de Nantes.

« Les informaticiens du rectorat ont hier qualifié la situation de Bagdad ! »

Les personnels administratifs et techniques sont déjà épuisés et certains prennent des congés pour tenir, tandis que la remise en service des outils fait craindre une importante surcharge de travail.

« Réunis en AG au rectorat, plus de 50 collègues ont élaboré un cahier de revendications : moyens informatiques sécurisés pour tous, recrutements, maintien du télétravail, aucune heure supplémentaire imposée, prime exceptionnelle pour les personnels, promotions et revalorisation salariale. »

Le SPASEEN-FO a également pointé les choix budgétaires : l'académie compte plus de 70 000 agents, alors qu'une clé OTP (de cybersécurité) coûte environ 10 euros. « 700 000 euros » auraient suffi pour équiper l'ensemble des personnels, soit un investissement possible.

Pour le SPASEEN-FO, cette crise révèle donc aussi les conséquences des politiques d'austérité et du manque de moyens.

« On a raison, donc on ne lâche rien ! »

UIAFP-FO 49 : préparer les élections et renforcer le syndicalisme

Christel a rappelé l'importance des prochaines élections dans la Fonction publique, dont les résultats détermineront la représentativité des organisations syndicales et leurs moyens d'action.

D'ici au scrutin, le mot d'ordre est donc TERRAIN TERRAIN TERRAIN :

« Tous les jours, il faut s'organiser,

s'aider, communiquer, visiter les services, construire son cahier de votants. »

Il a également insisté sur la nécessité d'unir les trois versants de la Fonction publique et de travailler avec l'interprofessionnel, en considérant que les résultats obtenus dans le public peuvent constituer un point d'appui pour les salariés du privé.

La journée du 29 octobre à Angers, avec la venue de l'autocar, doit constituer un temps fort de cette campagne. Il a été décidé d'organiser le matin des distributions de tracts, des réunions et des visites de services, puis un meeting à 14 heures précédé d'une conférence de presse.

Chaque syndicat et chaque secteur sont appelés à mobiliser largement leurs adhérents et les collègues.

« Unissons nos forces pour que cette journée soit une réussite. »

Christel a conclu sur la nécessité de faire vivre le syndicalisme FO au quotidien dans les services : défendre les agents, porter leurs revendications et construire le rapport de force.

Crédit Mutuel Anjou : revenir au terrain et négocier sans renoncer

Après les élections professionnelles de 2024, où FO a obtenu 41,16 % des suffrages, les camarades du Crédit Mutuel Anjou ont fait le choix de ne pas participer au bureau du CSE, la majorité absolue revenant à une organisation. Ce choix leur a permis de recentrer leur activité sur le syndicalisme de terrain, après des années consacrées notamment à la gestion des activités sociales et culturelles.

Dans un secteur bancaire marqué par la hausse de la charge de travail, les suppressions de postes, les objectifs commerciaux et la perte de sens, leur méthode est simple :

« Écouter. Accompagner. Revendiquer. Négocier. »

Aller à la rencontre des salariés, créer la confiance et intervenir concrètement pour faire respecter les droits : accompagnement dans les évolutions professionnelles, situations de handicap, entretiens disciplinaires ou situations de souffrance au travail. Mais aussi transformer ces situations individuelles en revendications collectives, notamment face aux évolutions des métiers et à l'arrivée de l'intelligence artificielle.

Carole a également insisté sur la conception de la négociation du syndicat FO au crédit mutuel : signer lorsqu'un accord apporte de nouveaux droits, mais savoir prendre le temps nécessaire ou refuser de signer lorsque les propositions ne sont pas à la hauteur. FO a ainsi obtenu, dans l'accord QVCT, le maintien d'une équipe physique de remplacement et 10 berceaux en crèche, revendication portée depuis plusieurs années. À l'inverse, le syndicat a refusé de signer les dernières NAO, après avoir consulté ses adhérents, considérant les propositions salariales insuffisantes au regard des résultats du groupe et de la réalité vécue par les salariés.

« Être capables de signer lorsque nous obtenons de véritables avancées, mais savoir dire non lorsqu'elles ne sont pas au rendez-vous. »

À l'approche des prochaines négociations salariales, les camarades réaffirment donc une ligne claire : rester auprès des salariés, sur le terrain, pour défendre leurs droits et porter leurs revendications, tout en s'appuyant sur la force collective de l'UD, de la fédération et de la confédération.

Dimitri : salaires, liberté syndicale et moyens des services publics

Dans son intervention, Dimitri a placé le pouvoir d'achat au cœur des préoccupations de cette rentrée. Face à la hausse des prix de l'énergie, du carburant, du logement et de l'alimentation, il a rappelé que les salariés voient leurs

EN DIRECT DES SYNDICATS



dépenses augmenter alors que les salaires ne suivent pas suffisamment.

Dans son entreprise, une prime de pouvoir d'achat de 200 € a été proposée aux salariés gagnant moins de 2 500 € bruts. Pour Dimitri, une prime ponctuelle ne peut cependant pas remplacer une véritable revalorisation salariale :

« Les salariés ne demandent pas la charité. Ils demandent une juste rémunération de leur travail. »

Il a ainsi réaffirmé la nécessité de véritables augmentations générales des salaires, d'une meilleure reconnaissance des qualifications et d'un partage plus juste des richesses, en rappelant que les primes ne doivent pas se substituer au salaire.

Dimitri a également alerté sur les attaques visant les organisations syndicales, notamment à travers la situation de la Bourse du travail de Carcassonne. Pour lui, ces lieux sont indispensables à l'organisation et à la défense des salariés :

« Une Bourse du travail n'est pas un privilège. C'est un lieu d'accueil, d'information et de défense pour les salariés. »

Enfin, Dimitri a rendu hommage aux sapeurs-pompiers décédés cet été ainsi qu'aux victimes des incendies et des événements climatiques. Il a aussi mis en avant la revendication sur les moyens des secours : effectifs, équipements, véhicules et soutien aux volontaires doivent être à la hauteur des

risques auxquels ils sont confrontés.

Son intervention s'est conclue par un appel à continuer à s'organiser collectivement autour de revendications concrètes : salaires, dignité, respect et défense des services publics.

Jean-Jacques Nicolai – UDR FO 49 : défendre les pensions et agir avec les actifs

Jean-Jacques a placé son intervention sous le signe de la défense du pouvoir d'achat des retraités. Il a notamment mis en regard les 6 milliards d'euros d'économies annoncées sur les retraites et les 8 milliards que pourrait rapporter la taxation exceptionnelle des grandes entreprises si elle était reconduite.

L'UDR FO 49 réaffirme son opposition à toute désindexation des pensions et revendique le rattrapage des pertes subies ces dernières années. Jean-Jacques a également dénoncé toute remise en cause de l'abattement fiscal de 10 %, ainsi que l'augmentation des franchises médicales, dont le plafond annuel doit passer à 140 euros.

Concernant les retraites complémentaires, FO revendique une revalorisation du point AGIRC-ARRCO à hauteur de l'inflation, ainsi qu'un rattrapage pour 2025.

Pour porter ces revendications, l'UDR entend interpeller directement les députés et sénateurs du

département afin qu'ils prennent position sur les mesures concernant les pensions et la fiscalité des retraités.

Jean-Jacques a également expliqué le choix de l'UDR FO de quitter l'intersyndicale départementale des retraités, tout en réaffirmant la volonté de poursuivre le combat sous d'autres formes. Une pétition de l'UCR FO contre la désindexation des pensions a notamment été lancée.

« Les retraités ne feront pas reculer seuls le gouvernement. C'est tous ensemble qu'il faut défaire ces projets néfastes ! »

L'UDR FO 49 entend ainsi participer à toutes les mobilisations appelées par l'Union départementale, retraités et actifs étant appelés à construire ensemble le rapport de force.

Françoise Rochette : mobiliser pour les élections HLM et défendre les locataires

Françoise a rappelé l'importance des élections HLM, qui se dérouleront du 12 novembre au 5 décembre 2026. Pour l'AFOC, ce scrutin déterminera pour les quatre prochaines années sa capacité à représenter et défendre les locataires, mais aussi sa représentativité dans les organismes HLM et les moyens dont elle disposera pour poursuivre son action.

Alors que les difficultés d'accès au logement se renforcent, l'AFOC constate une augmentation des

EN DIRECT DES SYNDICATS

demandes d'intervention de locataires, notamment pour la recherche de logements. D'où l'importance, pour l'association, d'être présente dans les commissions d'attribution des logements afin de pouvoir défendre concrètement les locataires.

Le travail militant est donc engagé : les listes sont en cours de constitution et de dépôt auprès des bailleurs sociaux. Il reste notamment à compléter la liste pour SOCLOVA. Françoise a appelé les adhérents locataires du parc social à participer massivement au scrutin, chaque voix étant déterminante pour permettre à l'AFOC de renforcer sa représentation.

Elle a également insisté sur la nécessité de l'aide des camarades pour le tractage dans les différentes zones concernées, les élections HLM intervenant en même temps que celles de la Fonction publique.

« Parce que dans AFOC, il y a FO, voter pour l'AFOC, c'est également voter pour FO ! »

Alexandre Tallier : à l'hôpital, « rouvrons les lits fermés, augmentons les rémunérations ! »

Alexandre est revenu sur les canicules successives qui ont encore dégradé les conditions d'accueil des patients et de travail des agents.

Plans blancs à répétition, manque d'anticipation, désorganisation et manque de moyens : les crises successives n'ont manifestement pas servi de leçon. L'hôpital a besoin d'investissements matériels et humains durables, notamment pour faire face aux fortes chaleurs, et non de dispositifs qui conduisent à rogner sur les droits des agents.

La situation est particulièrement préoccupante en psychiatrie. Alors que la santé mentale était présentée comme une « grande cause nationale », les services ferment faute de personnels.

Au CESAME, jusqu'à 50 patients ont attendu une hospitalisation

cet été, tandis qu'à Cholet, un CMP ambulatoire est menacé de fermeture. Face à cela, Alexandre porte une revendication simple : « Rouvrons les lits fermés, augmentons les rémunérations, toutes les rémunérations ! »

Il alerte également sur les risques liés aux GHT et à la logique de fusion-absorption, qui pourrait accélérer la concentration des établissements, les économies de personnel et réduire encore le dialogue social.

Enfin, Alexandre relie la situation de l'hôpital à la question plus générale des salaires et du partage des richesses. Alors que les agents subissent l'inflation, il refuse que les déficits publics servent de justification à l'austérité et au démantèlement de la protection sociale. Il a donc appelé à construire le rapport de force, notamment le 29 septembre, autour de revendications communes : augmentation générale des salaires, abrogation de la réforme des retraites, plafonnement des prix de l'énergie, conditionnalité des aides aux entreprises, taxation des grands patrimoines et plan massif d'investissement dans l'hôpital et les services publics.

Nicolas : « Quand les agents se mobilisent, ils peuvent gagner »

Nicolas a commencé par dresser le constat : baisse du pouvoir d'achat, précarité, manque de personnels, postes vacants et dégradation des services publics.

Dans les collectivités, cette situation pèse directement sur les agents qui assurent pourtant chaque jour les services de proximité : écoles, voirie, petite enfance, restauration, espaces verts, services sociaux... « Quand on attaque les agents territoriaux, c'est le service public de proximité que l'on attaque. »

Mais Nicolas a surtout insisté sur un point : il ne suffit pas de dénoncer, il faut rappeler ce que la mobilisation permet d'obtenir. À Loire-Authion, 80 agents en grève ont obtenu 500 € de prime et une

augmentation du régime indemnitaire. À Saint-Barthélemy-d'Anjou, 15 jours de mobilisation ont permis de passer de 15 € brut proposés à 60 € net obtenus. À Saumur, la menace d'un préavis de grève a permis 100 € supplémentaires aux agents des crèches. À Montreuil-Juigné, une pétition a fait aboutir une revalorisation, tandis qu'à Mûrs-Erigné, les AT-SEM ont obtenu le remboursement de jours de fractionnement oubliés pendant des années.

Pour Nicolas, ces résultats donnent une ligne claire pour les élections professionnelles de 2026 : « Quand les agents se mobilisent, quand ils s'organisent et quand ils sont déterminés, ils peuvent gagner. » Neuf listes sur dix ont été reconduites par rapport à 2022, mais l'objectif est désormais de poursuivre la conquête du terrain.

Le 11 septembre, trois équipes se sont déployées à Cholet ; le 22 septembre, les camarades ont été à Segré avec l'interprofessionnel.

Lucienne : à France Travail, « rien ne doit nous arrêter ! »

La situation se dégrade à France Travail sous l'effet des suppressions de postes et des réorganisations successives. 515 postes doivent être supprimés au niveau national, dont 16 en Pays de la Loire, alors même que la loi Plein emploi accroît considérablement les missions des conseillers. Avec l'inscription automatique des demandeurs d'emploi, notamment des jeunes et bénéficiaires du RSA, et les nouvelles obligations de suivi, la charge de travail explose tandis que les agents sont confrontés à une perte de sens croissante.

La direction a également tenté d'imposer son plan d'efficience à travers un accord GEPP prévoyant notamment la suppression de 400 postes dans les fonctions support pour les redéployer vers le réseau. FO a combattu cet accord et a largement contribué à la mobilisation des salariés lors du référendum : 62 % des votants ont rejeté le projet. « Victoire ! L'accord ne

EN DIRECT DES SYNDICATS

sera pas appliqué. » Pour Lucienne, cet épisode démontre l'importance de l'organisation collective et du rapport de force.

Elle alerte aussi sur la transformation des missions de France Travail, notamment avec la création d'une « Force spéciale défense » destinée à orienter davantage de jeunes vers les métiers de l'industrie de l'armement. FO refuse que le service public de l'emploi soit détourné de ses missions. À cela s'ajoutent les problèmes de sécurité dans les agences, avec des agressions en hausse et le refus persistant de la direction de garantir l'anonymat des agents malgré une décision des Prud'hommes.

Sur les salaires, le constat est tout aussi préoccupant : aucune augmentation en 2024 ni en 2025, et une troisième année blanche qui se profile en 2026. FO revendique au minimum 250 € nets mensuels, l'arrêt des réorganisations, des recrutements et la titularisation des CDD, l'abrogation de la loi Plein emploi et de la réforme des retraites, ainsi que la suppression de la Force spéciale défense.

La section prépare désormais la mobilisation du 29 septembre, avec la volonté d'aller au-delà d'une journée isolée et de construire la reconduction de la grève partout où cela sera possible.

Frédéric Neau : défendre la Sécurité sociale, c'est défendre nos salaires

Frédéric Neau revient sur les nouvelles attaques contre la Sécurité sociale, qui se multiplient alors que le gouvernement prépare le PLFSS 2027. Baisse de remboursements, hausse des franchises médicales, limitation des arrêts de travail, nouvelles restrictions envisagées pour les personnes en ALD : pour les organismes sociaux, le gouvernement cherche à faire payer aux assurés les économies qu'il prétend devoir réaliser.

Frédéric alerte également sur les projets visant les accidents du

travail et les prestations familiales, ainsi que sur les économies annoncées dans les différentes branches. Pour FO, le déficit invoqué ne peut être dissocié des exonérations de cotisations patronales. Il insiste surtout sur la notion de salaire différé, au cœur du modèle de Sécurité sociale : « Supprimer les cotisations camarades, ce n'est pas augmenter nos salaires, c'est détruire nos salaires ! C'est détruire la Sécurité Sociale. »

Cette politique touche également directement les personnels des organismes sociaux. Les suppressions massives de postes décidées dans les COG dégradent les conditions de travail et allongent les délais de traitement, tandis que les directions comptent désormais sur les gains de productivité liés à l'IA pour poursuivre les réductions d'effectifs. Dans le même temps, la valeur du point reste bloquée alors que les agents subissent, comme l'ensemble des salariés, la hausse du coût de la vie.

Face à cette situation, les fédérations de la Sécurité sociale appellent à la grève le 29 septembre pour l'augmentation de la valeur du point. Frédéric insiste sur la nécessité de préparer cette journée dans les organismes par des réunions et assemblées de salariés, mais surtout d'en faire un point d'appui pour construire la suite et obtenir satisfaction sur les revendications.

CROUS Nantes : plus d'étudiants, mais toujours pas les moyens

Au CROUS des Pays de la Loire, cette rentrée 2026 est particulièrement tendue. La généralisation du repas à 1 € a entraîné une hausse de 30 à 40 % de la fréquentation des restaurants universitaires, soit des milliers de repas supplémentaires à produire et à servir. Une mesure destinée à faciliter l'accès des étudiants à une restauration abordable, mais mise en œuvre, selon FO, sans les moyens humains, matériels et financiers nécessaires. Les équipes doivent

ainsi absorber cette activité supplémentaire alors que les effectifs ne suivent déjà plus l'évolution des besoins.

Cette logique du « faire plus avec moins » touche également le contenu des métiers. Dans les cafétérias, FO dénonce la progression des produits industriels au détriment de la fabrication sur place. « Nos agents ne sont pas là pour devenir de simples distributeurs de produits industriels. » FO défend au contraire les compétences des personnels, la qualité des repas et un véritable service public de restauration universitaire.

Face à cette situation, nos camarades revendiquent des emplois statutaires, des moyens budgétaires pérennes, des investissements dans les équipements et les locaux, ainsi que des garanties renforcées en matière de santé et de sécurité. Ils entendent également s'opposer aux remises en cause des acquis concernant le temps de travail et à toute harmonisation par le bas.

Organismes sociaux : « lorsque les travailleurs sont unis, ils peuvent gagner »

Alors que les gouvernements invoquent les économies budgétaires pour justifier les attaques contre les salaires, les retraites et les services publics, les dépenses militaires atteignent des niveaux considérables. Pour les Organismes sociaux, « pas d'argent pour les revendications des salariés, mais toujours davantage pour la guerre » : le combat pour la paix et celui pour les revendications sociales sont donc présentés comme indissociables.

Cette logique se retrouve jusque dans les services. À la CPAM et à la CAF de Maine-et-Loire, l'été a été marqué par la canicule, la hausse de la charge de travail et le manque d'effectifs, entraînant une multiplication des risques psychosociaux. La mise en place du congé supplémentaire de

EN DIRECT DES SYNDICATS

naissance a également provoqué d'importants retards de paiement. Côté salaires, le constat est particulièrement sévère : la valeur du point de compétence n'a augmenté que de 40 centimes depuis 2016. FO revendique une revalorisation au minimum à hauteur de l'inflation.

Dans ce contexte, la FEC appelle à la grève le 29 septembre, avec l'ensemble des fédérations syndicales de la Sécurité sociale. Mais l'intervention insiste sur la nécessité de construire un mouvement dans la durée, en s'appuyant sur les mobilisations qui ont déjà permis d'obtenir des résultats.

Santé privée : des mobilisations qui permettent d'obtenir des résultats

Au nom de la Santé privée du Maine-et-Loire, l'intervention dresse un constat partagé dans les établissements : restrictions budgétaires, dégradation des

conditions de travail et perte de pouvoir d'achat pèsent depuis plusieurs années sur les salariés. Face à cette situation, deux mobilisations menées au printemps ont toutefois montré que les équipes pouvaient obtenir des avancées en se mobilisant collectivement. À la Clinique Saint-Joseph, trois jours de grève ont permis d'obtenir 55 à 80 € brut d'augmentation, une revalorisation de la prime d'ancienneté ainsi qu'une prime carburant. À la Clinique de l'Anjou, la mobilisation a été encore plus importante : cinq jours de grève, avec environ 200 salariés mobilisés quotidiennement. Alors que les revendications portaient notamment sur 100 € nets mensuels et un 13e mois, les salariés ont finalement obtenu 96 000 € supplémentaires lors des NAO. Un résultat qui, pour les camarades, n'aurait pas été possible sans le rapport de force construit pendant ces cinq jours.

L'intervention souligne également le rôle de l'Union Départementale

et de l'interprofessionnel, venus soutenir quotidiennement les grévistes et participer aux caisses de grève. Une solidarité qui, au-delà du soutien matériel, montre concrètement ce que peut être une UD présente aux côtés de ses syndicats lorsqu'ils sont dans l'action.

Dans le même temps, la Santé privée FO 49 poursuit son développement avec la création de sections aux CSMR de l'Anjou et aux Petites Sœurs des Pauvres, tandis que FO obtient 98,77 % aux Capucins et de très bons résultats dans les structures de l'ACAOB. Les prochaines élections seront donc un enjeu important pour consolider ces implantations. Enfin, neuf camarades participeront le 5 novembre à Paris à la conférence des délégués de la Santé privée, avec l'objectif de réfléchir collectivement à une organisation syndicale plus efficace, du département jusqu'au niveau national.

Mobilisations à l'Université Catholique de l'Ouest

Le 10 septembre dernier, nos camarades de la section syndicale FO de l'Université Catholique de l'Ouest, appelaient leurs collègues de l'UCO à soutenir les personnels administratifs lésés par d'importantes inégalités salariales (pouvant aller de 200 à 500 €). Une trentaine de personnes se sont mobilisés dont des camarades de l'interpro.

Le 24 septembre dernier, des camarades mais aussi des collègues de notre camarade Anselme Cormier, maître de conférences licencié depuis le 8 décembre 2025, se sont mobilisés pour lui apporter leur soutien. Notre camarade a été licencié sur fond de querelles intestines et de désaccords pédagogiques, il a déposé une requête aux prud'hommes pour contester son licenciement.



ACTUALITÉS

Soutien aux lycéens :

A Angers comme partout en France, la mobilisation s'amplifie



Depuis plusieurs jours, les lycéens se mobilisent à Angers, dans tout le département, dans tout le pays. Blocages, rassemblements, assemblées générales : dans de nombreux établissements, la jeunesse prend la parole pour dénoncer la dégradation de ses conditions d'études et défendre son avenir.

Dès les premières heures de la mobilisation, l'Union Départementale FO 49 s'est rendue aux côtés des lycéens. À Chevrollier, Joachim-du-Bellay, David-d'Angers, Renoir et dans d'autres établissements, des camarades ont apporté un soutien notamment logistique : sono, draps, peinture, mais aussi et surtout une présence aux côtés des jeunes mobilisés. L'UD FO 49 salue également les enseignants qui soutiennent et sont en grève aux côtés de leurs élèves.

Mardi 6 octobre : un changement d'échelle

Après plus d'une semaine de blocages et de rassemblements dans les établissements, le mardi 6 octobre a marqué une nouvelle étape.

À Angers, lycéens, étudiants, enseignants, parents et organisations syndicales se sont retrouvés place du Ralliement. Plus de 7000 personnes ont ensuite défilé dans les rues de la ville.

Dans le cortège, les revendica-

tions étaient claires : davantage de moyens pour l'Éducation Nationale, des classes moins chargées, le remplacement des enseignants absents, davantage de personnels de santé et d'orientation, l'amélioration des bâtiments scolaires et la possibilité pour chaque jeune d'accéder à une formation et à des études en supprimant PARCOURSUP !

À Angers comme ailleurs, les lycéens ont montré qu'ils ne se mobilisent pas uniquement pour eux-mêmes : ils posent la question de l'avenir de l'école publique et, plus largement, de l'avenir de toute une génération.

Ce qui s'est passé à Angers s'inscrit dans un mouvement national.

Le 6 octobre, 450 000 personnes ont manifesté dans toute la France.

Des cortèges importants ont notamment eu lieu à Paris, Rennes, Nantes, Lyon et dans de nom-

breuses autres villes.

Le mouvement ne s'est pas limité aux lycéens. Étudiants, enseignants, parents et organisations syndicales ont rejoint les cortèges.

Pour FO, il est essentiel que la jeunesse ne soit pas laissée seule face à ces questions.

La mobilisation a continué dès le lendemain.

Le mercredi 7 octobre, plusieurs lycées angevins restaient mobilisés, notamment David-d'Angers, Henri Bergson, Joachim du Bellay et Chevrollier. Partout où c'était possible des camarades sont allés apportés leurs soutien.

La mobilisation change donc progressivement de dimension : des lycées aux universités, la jeunesse se mobilise pour ses conditions d'études et son avenir.

Et maintenant ? Le mouvement continue !

Contrairement à ce que certains pourraient espérer, la journée du 6 octobre n'a pas marqué la fin de la mobilisation.

Les organisations lycéennes et étudiantes ont appelé à poursuivre le mouvement jeudi 8 octobre. Plusieurs organisations syndicales de l'Éducation, dont nos camarades de la FNEC-FP FO, ont appelé à soutenir cette nouvelle journée et à se tenir aux côtés des lycéens, notamment par la grève.



ACTUALITÉS



À l'heure où nous écrivons, le mouvement se poursuit donc avec de nouveaux blocages et rassemblements. À l'échelle nationale, plusieurs centaines de lycées et des dizaines de campus universitaires ont encore été concernés par la mobilisation mercredi 7 octobre.

Le gouvernement a annoncé la suspension des cours dans les lycées de mercredi à vendredi afin de permettre des temps d'échange avec les élèves. Mais les organisations syndicales et les jeunes mobilisés demandent autre chose que des consultations : ils demandent des réponses concrètes.

Les revendications des lycéens sont aussi les nôtres

Classes surchargées, enseignants non remplacés, manque de personnels, établissements dégradés, accès toujours plus difficile aux études supérieures : derrière chaque problème rencontré par un jeune se trouvent aussi des conditions de travail dégradées pour les personnels.

C'est pourquoi la FNEC-FP FO, avec les autres organisations de l'inter-syndicale de l'Éducation, appelle à soutenir la mobilisation lycéenne et à être aux côtés des élèves.

Pour l'UD FO 49, le syndicalisme ne peut rester spectateur de ce

mouvement.

Les lycéens se mobilisent pour leur avenir. Défendons avec eux l'école publique, les services publics, les droits sociaux et l'accès de tous à l'éducation.

La mobilisation du 6 octobre a montré la force du mouvement.

La suite est entre les mains de ceux qui se mobilisent.

Soutien aux lycéens !

Soutien aux personnels de l'Éducation !

Tous ensemble pour défendre l'Éducation publique et l'avenir de la jeunesse !

Débrayage Chez Ulog

Le 29 septembre dernier, 75 salariés ont débrayé.

Suite à l'annonce de leur direction d'une prime transport de 50€ mensuel sur octobre - novembre - décembre, bien sûr lié au temps de présence, autant dire pas grand chose, les salariés ont pris cette décision unilatérale comme une provocation. Avec nos camarades et la CGT sur place, ils ont décidé d'un débrayage. Dans 5 autres sites en France, des initiatives similaires ont eu lieu.



EN DIRECT DES SYNDICATS

Mobilisation des services publique du 29 septembre



Nous étions près de 3.000 manifestants en Maine-et-Loire ce 29 septembre 2026 : 2.500 manifestants ont défilé à ANGERS. A Cholet, ils étaient 300 ! A Paris, les milliers de pompiers mobilisés depuis plusieurs jours ont rejoint le cortège Fonction publique, les hospitaliers, les lycéens et les étudiants mobilisés.

A Angers, la jeunesse lycéenne était très nombreuse également devant le cortège intersyndical emmené par FO, mobilisée pour les conditions d'enseignement et contre Parcoursup, particulièrement révoltée de la répression qui s'abat alors que des dizaines de lycées sont bloqués en France. Nous leur avons apporté notre soutien, le SO aidant le cortège jeune à rejoindre sans encombre le parcours déclaré dont ils s'étaient éloignés.

Chaque organisation syndicale a pris la parole. Celle de FO, posant la question des journées d'action saute-moutons, a été particulièrement bien accueillie. Vous la trouverez très prochainement en vidéo sur le Facebook ou l'Ins-

tagram de l'UD.

Le cortège FO était massif. Il était composé des fonctionnaires FO bien sûr mais aussi de nombreux salariés du privé (Malakoff Humanis, VYV3 PDL, Sécurité sociale, France travail, Valéo, Manitou ...) et de nos Camarades retraités.

Nos Camarades du CESAME annoncent 38% de grévistes ce jour. (Taux de grévistes, compte rendu d'AG : Merci de faire remonter les informations !)

Du côté des salariés, la colère est

palpable sur les prix du carburant et les salaires ! Il est clair que le mépris face aux pompiers, la répression de la jeunesse, les choix politiques du gouvernement Macron avec l'annonce de 54 milliards de nouvelles coupes au budget 2027 et le cap mis vers la guerre, attisent cette colère déjà profonde depuis le passage en force sur la retraite à 64 ans.

Nous avons rappelé nos revendications, notamment : Blocage du prix du carburant à 1,50 € ! Augmentation des salaires ! Abrogation de la réforme des retraites ! Des moyens, des effectifs pour les services publics ! Défense de notre Sécurité Sociale !

«Des postes, du fric pour les services publics !

«A bas la guerre, l'argent pour nos salaires !

Partout, réunissons, discutons avec les salariés, établissons les cahiers de revendications, mettons à la discussion la grève et pas les journées d'action saute-moutons !



ACTUALITÉS

Journée mondiale pour la palestine du 10 octobre

Plusieurs centaines de manifestants à Angers ce 10 octobre, journée mondiale pour la Palestine.

Près de 140 rassemblements ont eu lieu à Angers depuis 3 ans que dure le génocide.

FO 49 a aidé localement à l'organisation de cette journée internationale aux côtés de ceux qui se lèvent contre la barbarie.

Voici l'intervention de Magali Lardeux lors de ce rassemblement :

« Chers Amis, chers Camarades, Nous ce qu'on veut c'est de l'Éducation, pas de la chair à canon ! » crie la jeunesse dans les manifestations... »

Depuis deux semaines, nous nous portons aux côtés des lycéens et étudiants mobilisés et nous observons sur les blocus, combien la jeunesse, est sensible à la question de la guerre et du génocide Palestinien.

Les syndicalistes FO aussi. Nous disons : Baissez les armes, Augmentez les salaires. Le bien-être, pas la guerre !

Ce sont nos valeurs, depuis Léon JOUHAUX, fondateur de la Cgt-FO

et prix Nobel de la paix.

FO 49 était d'ailleurs au Meeting de Londres avec la coalition «Stop the war» le 20 juin, entourés d'organisations syndicales regroupant des millions de salariés et venues de tous les coins du monde.

Nous nous félicitons de cette coopération internationale, qui permet des campagnes coordonnées comme pour la libération immédiate du Dr Abu Safiah et plus largement pour l'arrêt immédiat du génocide palestinien, mais aussi les campagnes de soutien à tous ceux qui refusent la guerre, notamment les déserteurs russes et ukrainiens.

Suite au Meeting, l'organisation syndicale nationale principale au Royaume-Uni, le TUC (Trades Union Congress), qui regroupe de nombreux syndicats britanniques a demandé la fin des ventes d'armes à Israël. Les Dockers appellent à la grève le 30 octobre pour empêcher toute livraison d'armes par bateaux. Soutien à eux ! Sans les travailleurs, pas de guerre !

• Arrêt du génocide à GAZA et en Cisjordanie !



- Arrêt des bombardements au Moyen-Orient !
- Stop aux livraisons d'armes et à la complicité du gouvernement MACRON !
- Solidarité entre les travailleurs, avec leurs organisations syndicales, contre la barbarie !
- À bas la guerre ! »



EN DIRECT DES SYNDICATS

Centre dentaire VYV3PDL de Nantes



90 personnes mobilisées avec FO contre les licenciements de 5 chirurgiens-dentistes et la fermeture du centre dentaire.

Le mercredi 30 septembre, 90 personnes se sont rassemblées devant le centre de santé dentaire de la rue Noire, à Nantes, à l'initiative de Force Ouvrière.

Salariés, militants syndicaux, patients et soutiens sont venus dénoncer le licenciement pour faute grave des cinq chirurgiens-dentistes et le projet de fermeture du centre.

Ces cinq chirurgiens-dentistes sont nos camarades Force Ouvrière. Ils ont été licenciés pour avoir refusé de sacrifier leur indépendance professionnelle, leur liberté de prescription et leurs obligations envers les patients aux exigences de rentabilité de la direction.

Face à ces licenciements, à la fermeture annoncée et aux pressions contre la section FO et ses militants, notre réponse est claire : nous ne céderons rien.

Force Ouvrière n'a pas attendu les licenciements pour agir. Le 25 juin 2026, nous étions déjà mobilisés devant le siège national du groupe VYV, à Paris, pour défendre nos camarades et demander l'abandon des objectifs financiers imposés aux chirurgiens-dentistes, notamment

concernant l'achat de prothèses à l'étranger.

La direction nationale connaissait donc les revendications des praticiens, les alertes de Force Ouvrière et les conséquences possibles pour les salariés comme pour les patients. Elle a pourtant choisi de poursuivre l'épreuve de force jusqu'au licenciement des cinq chirurgiens-dentistes.

À Nantes, les 90 personnes mobilisées ont démontré que nos camarades ne sont pas isolés et que la direction ne pourra pas faire disparaître le conflit en fermant simplement les portes du centre.

Une fermeture organisée après les licenciements

Le même jour, la direction réunissait un CSE extraordinaire à Angers pour présenter son projet de fermeture du centre dentaire.

Comme Force Ouvrière le craignait, cette prétendue information-consultation confirme un scénario déjà engagé : la fermeture définitive est désormais prévue au 31 décembre 2026, les mois précédents devant principalement servir à remettre leurs dossiers médicaux aux patients.

La direction a d'abord licencié les cinq chirurgiens-dentistes, privant le centre de tous ses praticiens, puis présente la désorganisation qui en découle comme un argument en faveur de sa fermeture.

Force Ouvrière refuse cette mise en scène. Le CSE n'est pas une chambre d'enregistrement et ses élus ne sont pas les figurants d'une décision déjà prise.

La direction reconnaît que plus de 15 000 patients sont concernés par cette fermeture.

Remettre un dossier médical ne remplace pas un chirurgien-dentiste. Un dossier ne poursuit pas un traitement, ne prend pas en charge une urgence et ne garantit pas qu'un autre praticien pourra accueillir rapidement le patient.

Dans un territoire où l'accès aux soins dentaires est déjà difficile, que vont devenir ces 15 000 patients ?

Le rassemblement a permis une avancée importante : des patients ont décidé de s'organiser avec Force Ouvrière pour demander le maintien du centre dentaire de la rue Noire.

Ce combat dépasse désormais la seule question des licenciements. Il concerne l'accès aux soins, l'avenir d'un centre de proximité et la continuité des traitements.

Force Ouvrière agira avec ce collectif pour exiger le maintien du centre et une véritable réponse aux besoins des patients, notamment auprès du préfet, de l'ARS et de la mairie de Nantes.

La direction voulait isoler les chirurgiens-dentistes et présenter la fermeture comme une fatalité. Elle trouve désormais face à elle les salariés, les militants FO et les patients.

Des prothèses achetées à l'étranger au cœur du conflit

À l'origine du conflit se trouve notamment la volonté de la direction d'imposer qu'au moins 30 % des prothèses soient achetées à l'étranger, notamment en Chine.

Dans les lettres de licenciement dont nous disposons, il est reproché aux chirurgiens-dentistes

EN DIRECT DES SYNDICATS

de ne pas avoir respecté un ratio financier concernant les achats de prothèses et de n'avoir effectué aucun achat auprès de fournisseurs étrangers depuis janvier 2026.

Pour Force Ouvrière, cette situation pose une question fondamentale : peut-on considérer comme une « faute grave » le refus de laisser des objectifs financiers décider à la place des professionnels de santé ?

Les soins sont financés par l'Assurance maladie, les compléments santé, les cotisations des adhérents et, le cas échéant, le reste à charge des patients. Une prothèse achetée moins cher à l'étranger ne signifie ni baisse du tarif facturé, ni amélioration du remboursement, ni diminution du reste à charge.

Nos cotisations doivent servir à financer les soins, pas une course à la rentabilité.

Où sont passées les valeurs mutualistes ?

VYV affiche des valeurs de solidarité, de respect, de proximité et d'accès aux soins

Mais où sont ces valeurs lorsque cinq chirurgiens-dentistes sont licenciés pour avoir défendu leur indépendance professionnelle ?

Lorsque plus de 15 000 patients sont invités à récupérer leur dossier avant une fermeture ? Lorsque des emplois locaux sont menacés au profit de prothèses importées à bas coût ?

Il ne suffit pas d'afficher le mot « mutualiste ». Encore faut-il que les décisions respectent réellement les salariés, les professionnels de santé, les patients et l'utilisation de leurs cotisations.

La pression contre FO ne nous fera pas reculer

Les cinq chirurgiens-dentistes licenciés sont des camarades Force Ouvrière qui ont choisi de s'organiser collectivement pour défendre leur profession et leurs patients.

Depuis, la pression s'accroît contre la section syndicale FO de VYV3 Pays de la Loire et ses militants. Mais la direction doit comprendre une chose : elle ne nous fera pas taire.

Les salariés se tournent vers Force Ouvrière parce qu'ils savent que nous les défendons et que nous refusons de détourner le regard lorsque leurs droits sont attaqués

Le combat continue Force Ouvrière exige :

l'annulation des cinq licenciements et la réintégration de nos

camarades ;

le maintien du centre dentaire de la rue Noire ;

le maintien de tous les emplois, notamment ceux des assistantes dentaires ;

la garantie de la continuité des soins pour les 15 000 patients ;

l'abandon des objectifs imposant l'achat de prothèses à l'étranger ;

le respect de l'indépendance professionnelle et de la liberté de prescription ;

l'arrêt des pressions contre la section FO et ses militants. Après la mobilisation nationale devant le siège de VYV à Paris, le rassemblement de 90 personnes à Nantes et la constitution du collectif de patients, une nouvelle étape du combat commence. La direction voulait fermer le centre dans le silence. Elle devra désormais compter avec la mobilisation commune des salariés, de Force Ouvrière et des patients.

Les salariés ne sont pas des variables d'ajustement. Les patients ne sont pas des chiffres. Les militants syndicaux ne seront pas réduits au silence. La santé n'est pas une marchandise.

Anthony Kerdreux

Résultats électoraux

Carrefour Cholet

Nos camarades font 100% de représentativité au 1er collège avec 4 élus titulaires.

Deville Baugé

FO fait 71.54 % et a des élus dans les 3 collèges, ce qui représente 10 sièges de titulaires sur 12.

Bull Angers

Nos camarades font 31.14% et ont 7 titulaires au CSE pour 19 sièges



L'épargne devient simple et accessible à tous avec Malakoff Humanis Épargne !



Avec nos solutions d'épargne collective, vous avez la possibilité de :

- bénéficier **d'un complément de rémunération** lié à la performance de votre entreprise ;
- vous constituer une épargne dans **un cadre fiscal & social avantageux** ;
- **préparer sereinement votre retraite** et anticiper une éventuelle baisse de revenus.

Pour découvrir notre **gamme complète de solutions** et bénéficier de conseils d'expert, contactez votre interlocutrices :

Sabrina BROUSSEAU

E-mail : sabrina.brousseau@malakoffhumanis.com

Téléphone : 06 07 70 76 42

Anne-Laure PERRIER

E-mail : annelaure.perrier@malakoffhumanis.com

Téléphone : 06 40 33 10 20